

Covid-19 et confinement : un mal de plus chez les plus vulnérables dans la ville de Goma dont les filles-mères, les jeunes et petites filles déplacées et enfants issus du viol.

Par **Kasali Honnête Nyandu**¹

Résumé

La maladie à coronavirus « COVID-19 » est une pandémie mondiale disponible actuellement dans 180 pays sur 5 continents. Plus de 7 millions des personnes ont été infectées et jusqu'au 09 juin 2020, plus de 411 100 personnes en sont décédées. La RDC n'est pas épargnée de cette pandémie et la Province du Nord-Kivu occupe la quatrième place par rapport au nombre de cas positifs confirmés. Sachant que cette Province est la plus meurtrie et déstabilisée par les affres des guerres et conflits armés qui ont secoué l'Est du pays depuis plus de deux décennies, cet article veut démontrer comment la Covid-19 est un mal de plus pour les femmes, filles-mères et jeunes filles violées et leurs enfants dans la ville de Goma, une catégorie des personnes pour laquelle les effets négatifs de la Covid-19 sur leur vie mérite une attention particulière. Pour y parvenir, des analyses documentaires et une observation empirique couplée de l'entretien semi directif ont été mis à profit. Ainsi, il ressort des analyses que par l'effet des guerres, conflits armés et insécurité dans les territoires environnants, la plupart des femmes et jeunes filles qui immigrent dans la ville de Goma traversent une situation économique-financière précaire et sont par voie de conséquence proies aux abus et/ou exploitation sexuelle. Pendant cette période de confinement, ces dernières n'ont d'autres choix que de braver le danger d'un haut risque de contamination et de propagation de la maladie à coronavirus pour survivre, sans aucun mécanisme de protection.

Mots clés : Covid-19, Exploitation sexuelle, Jeunes filles vulnérables.

¹ Chef des travaux à la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'ULPGL-Goma, Département de Psychologie. Il est détenteur d'un Master en Psychologie clinique et pathologique, spécialiste en psychopathologie et la clinique du couple et de la famille. honetekasali@gmail.com; +243995404701

Abstract

The coronavirus disease “COVID-19” is a global pandemic currently available in 180 countries. . More than 7 million people were infected and until 09 June 2020, more than 411,100 people died. The DRC is not spared from this pandemic and the Province of North Kivu occupies the fourth place compared to the number of positive cases confirmed. Knowing that this Province is the most bruised and destabilized by the effects of wars and armed conflicts that have shaken the eastern part of the country for more than two decades, this article wants to demonstrate how Covid-19 is harmful for women, raped young girls and their children in the Goma city, a category of people for whom the negative effects of Covid-19 on their lives deserve special attention. To achieve this, documentary analyzes and empirical observation supported by a semi-structured interview was used. Thus, it emerges from the analyzes that by the effect of wars, armed conflicts and insecurity in the surrounding territories, most of women and young girls who immigrate to the Goma city are going through a precarious economic and financial situation and are consequently exposed to sexual abuse and / or exploitation. During this confinement period, these women and young girls have no choice but have to face the danger of a high risk of contamination and spread of coronavirus disease in order to survive, without any protective mechanism.

Keywords: Covid-19, Sexual exploitation, Young vulnerable girls.

1. Introduction : un aperçu sur la COVID-19

Le coronavirus fut baptisé COVID-19 le 11 février 2020 et a voyagé depuis la première apparition de symptômes chez un habitant de la province de Hubei, en Chine. Le 31 décembre 2019, l’OMS avait été informée d’une épidémie de « pneumonie de cause inconnue » dans la ville de Wuhan, septième ville la plus importante de la Chine avec 11 millions d’habitants. Les premiers individus infectés avaient tous été dans un marché de fruits de mer à Wuhan (Faucher, Chevrier, Gagnon, Béland & Corbeil, 2020).

En date du 23 janvier 2020, 581 cas avaient été confirmés. Ils étaient tous localisés en Asie ou aux États-Unis. Dans l’ensemble, 17 personnes étaient décédées à cause du virus. Les autorités chinoises avaient émis des restrictions de déplacement à Wuhan, notamment en annulant des vols, des trains et en suspendant les autobus, les métros et les traversiers. Le 11 mars 2020, avec plus de 121 000 cas rapportés, l’OMS avait officiellement déclaré que l’épidémie de la COVID-19 était maintenant considérée comme une pandémie mondiale (Faucher *et al.* 2020). À en croire cette

source, aujourd'hui le virus est présent dans plus de 180 pays sur cinq continents et en date du 30 juin 2020, 10475379 cas de COVID-19 ont été confirmés et plus de 511200 personnes en sont décédées.

Pour STATISTA (2020), les statistiques au 26 mai 2020 montrent que sur un total de 5 millions et demi d'infections liées au virus dans le monde, 356.700 sont décédées, dont 28.460 en France. Avec 98.223 morts, ce sont les États-Unis qui dénombrent le plus de victimes. Selon cette plateforme, bien que peu d'informations scientifiques fiables soient actuellement disponibles, le taux de létalité du virus est évalué entre 2 % et 3 %. En plus, les professionnels et responsables sanitaires rapportent que la majorité des victimes du coronavirus COVID-19 sont les personnes âgées (80 ans et plus) ou atteintes de pathologies antérieures.

En RDC, il ne s'agit pas que d'un simple virus mais bien un mal de plus, surtout chez les personnes les plus vulnérables de suite des affres de guerres et conflits armés que connaît le pays. En effet, selon l'OMS (2020b) le premier cas de l'épidémie du Covid-19 a été déclaré en RDC depuis le 10 mars 2020. Cette dernière s'est vite multipliée, et à en croire le site officiel du Ministère de la santé (2020), en date du 29 juin 2020, le cumul des cas est de 7039, dont 5443 cas actifs, 1426 cas guéris et 170 décès. Selon les dernières informations disponibles (Actualité.cd 2020), parmi les 11 provinces touchées en date du 10 juin 2020, le Nord-Kivu occupe la quatrième place avec 53 cas après la ville-province de Kinshasa (3.864 cas) ; le Kongo Central (212 cas) et le Sud-Kivu (84 cas). Aujourd'hui, on compte 93 cas confirmés au Nord-Kivu (DPS, 2020).

2. Problématique

Afin de ressortir la problématique de cette étude, il est nécessaire de décrire le contexte dans lequel survient la Covid-19 dans la ville de Goma en particulier et la Province du Nord-Kivu et la RDC en général.

2.1. Du contexte sociopolitique et sécuritaire à l'émergence des filles-mères, des jeunes et petites filles déplacées et enfants issus du viol dans la ville de Goma

La République Démocratique du Congo a été secouée par des guerres à répétition, provoquant ainsi des conflits armés de tout genre, avec comme conséquences la destruction du tissu socio-économique du pays, les déplacements massifs des populations, la perte régulière de vies humaines laissant derrière elle plusieurs familles en détresse.

Cette situation est plus observée à l'Est de la RDC et particulièrement dans la province du Nord-Kivu où les femmes et les enfants sont les plus affectés par les affres de la guerre avec des violences sexuelles qui sont devenues l'un des modes opératoires des groupes armés.

Actuellement, un nombre important des survivants des violences sexuelles, des orphelins, des enfants non accompagnés (ENAS), des adolescentes ayant enfanté suite au viol et asseulées par leurs bébés, veuves trop jeunes, des jeunes désœuvrés sont en errance car marginalisés par leurs familles qui ont aussi tout perdu à cause de la guerre. Cette situation est caractérisée par : l'accès très difficile à la nourriture, à la solidarisation, à la formation professionnelle et aux besoins élémentaires de la vie qui hypothèquent leur avenir. L'insuffisance d'infrastructures socio-économiques, les centres d'apprentissage des métiers et d'alphabetisation rendent encore leurs conditions de vie très difficiles et limitent leur possibilité d'encadrement (Fondation Tulia 2018).

Sur le plan politique, l'année 2018 s'est terminée par des élections présidentielles et législatives en RDC. Ce qui a suscité beaucoup d'espoir car le nouveau président installé a pris des mesures où la paix à l'Est du Pays a été la priorité des priorités. Cependant, la réalité sur le terrain semble en dire le contraire. En effet, depuis plus de deux décennies, le pays fait face à des conflits armés qui insécurisent, appauvrissent et endeuillent les familles. De ce fait, plusieurs enfants se retrouvent dans la rue, dont des jeunes filles et leur encadrement pose un sérieux problème (Lynalyayenga, 2019). Parmi les enfants orphelins, 30% sont issus de familles dont les mères doivent travailler pour assurer leur survie (UNICEF, 2006).

À l'Est de la République Démocratique du Congo, la province du Nord-Kivu est la plus déchirée par des guerres à répétition, des conflits interethniques et maintenant par des massacres des populations civiles par des rebelles étrangers ADF/NALU et certaines milices nationales (les « Mai-Mai », les Nyatura, les FDLR-Rwandais, etc.). Comme si cela ne suffisait pas, depuis le mois d'août 2018, l'épidémie d'Ebola s'est déclarée dans cette province et a causé plus de deux mille morts. Nombreux d'enfants sont devenus orphelins et plusieurs familles vivent en exil loin de leurs milieux d'origine. Jusqu'aujourd'hui, la situation n'a pas changé et ne fait que s'empirer. Les massacres des hommes, femmes et enfants ne font qu'augmenter et la population ne sait plus à quel saint se vouer (Paluku Kahongya, 2016 ; Musavuli, 2017).

Disons que sur le plan économique et social, la RDC connaît une crise sans précédent. Celle-ci date d'il y a environ un quart de siècle, mais elle s'est particulièrement amplifiée depuis les années 1990,

au point que d'aucuns la considèrent comme structurelle. Bien plus, la situation de guerre qui sévit dans le pays depuis août 1998 exacerbe cette situation déjà grave (Lynalyayenga, 2019).

2.2. Du contexte socioéconomique

La famille (élargie ou non), qui a été pendant longtemps la principale source de protection de l'enfant, manque de plus en plus de moyens pour assurer cette fonction. Cela s'explique notamment par l'aggravation des conditions d'ordre économique, précarité, extrême pauvreté, chômage des parents, ainsi que par le manque de logement adéquat. À cela, s'ajoute la situation de grande fragilité des familles (divorces, familles recomposées, familles monoparentales, familles déchirées par le décès d'un des parents) où les femmes voient toutes les charges et la garde des enfants pesées sur leurs épaules sans aucun secours (Aguilar, 2017). Il en va que certaines familles n'arrivent plus à assumer leur responsabilité envers leurs enfants, provoquant l'abandon et la démission parentale.

Dans leur étude sur l'« *Exploitation et abus sexuels des enfants en période post-conflit dans la province du Nord-Kivu* », Kasali, Mbusa, Kalembo, Kabuyaya et Sivita (2019a) montrent que suite aux guerres et conflits armés depuis plus de deux décennies à l'Est de la RDC, la vie et l'avenir des jeunes adolescentes qui font face à plusieurs difficultés existentielles dont les violences sexuelles ne sont pas loin d'être affectés. À partir d'une enquête réalisée dans les 8 territoires de la province du Nord-Kivu, cette étude fait ressortir que les jeunes adolescentes abusées et exploitées sexuellement sont pour la plus part de cas des déplacées de guerres, des migrants à la recherche de la survie, des rapatriées et/ou des réfugiées. Celles-ci sont plus localisées dans les zones où les groupes armés sont les plus actifs ; et plusieurs d'entre elles n'ont plus d'autres choix que de pratiquer le travail de sexe pour survivre.

Par rapport aux causes profondes et les facteurs favorisant l'exploitation sexuelle des jeunes filles en période post-conflits dans la province du Nord-Kivu, les analyses montrent que les principales causes sont le manque des moyens de subsistance (70 % logement, restauration, frais et/ou fournitures scolaires, savons, habits, recherché d'argent, etc.), la mort des parents, la négligence et/ou discrimination, la séparation des parents/abandon par les parents et les grossesses précoces. S'agissant de la mort des parents et/ou des séparations des familles, les données analysées ont prouvé que seuls 33 sujettes des 154 pratiquant le travail du sexe vivent avec leurs parents. Toutes les autres (79%) sont hors contrôle parental (Kasali *et al.* 2019a).

Revenant à ce sujet, Lukiana (2011) montre que l'introduction de nouvelles façons d'organiser le pouvoir politique et économique en RDC a entraîné, au fil du temps, d'énormes changements sur le plan socioculturel. Ainsi, en plus des guerres et conflits armés successifs qui ont émaillé l'histoire de la RDC où plusieurs centaines de milliers de femmes, jeunes et petites filles sont victimes des violences de toutes sortes ; sous d'autres formes souvent voilées, les femmes, les jeunes et petites filles congolaises subissent aussi chaque jour des violences de toutes sortes. Dans le cadre des coutumes et traditions encore rétrogrades, des textes des lois souvent discriminatoires, des pratiques sociales et domestiques sexistes, de harcèlement sexuel dans les milieux professionnels, scolaires et académiques, de l'utilisation abusive de leurs corps dans la publicité, le spectacle, la musique et l'audiovisuelle, des préjugés sexistes par rapport à leurs compétences et capacités humaines...

Au Nord-Kivu, disons-le, des familles sont déchirées, dispersées et des milliers de jeunes filles et femmes sont obligés de se débrouiller toute seules pour subvenir à leurs propres besoins et s'occuper de frères et sœurs plus petits ou de leurs familles. Ces dernières sont dans le secteur informel car ayant raté la scolarité pour la grande majorité. En effet, dans une étude sur les violences en milieux scolaires et universitaires dans la ville de Goma, Kasali *et al.* (2019b) ont découvert que près de la moitié des filles congolaises sont scolarisées, mais beaucoup d'entre elles arrêtent l'école avant la fin du cycle primaire ou secondaire en raison de multiples formes des violences dont elles sont victimes. Pour l'UNICEF, ces actes de violence ou les menaces en milieu scolaire incluant la violence psychologique, physique et sexuelle se produisent non seulement dans les locaux des écoles, mais également sur le chemin de l'école, à la maison et dans le cyberespace (UNESCO, 2016). Il en découle que plusieurs jeunes filles et femmes sont, par voie de conséquence, contraintes d'œuvrer dans l'informel pour subvenir à leurs besoins, si pas aux besoins de toute la famille qu'elles sont obligées de porter malgré tout.

2.3. La Covid-19 dans un contexte de précarité post-conflits

Le contexte ci-haut montre que les femmes et jeunes filles violées et exploitées sexuellement au Nord-Kivu ; ainsi que leurs enfants, sont abandonnées à leur triste sort ; surtout en situation de déplacement forcé dû aux conflits armés, aux massacres ou à la maladie à virus Ebola. En effet, Kasali *et al.* (2019) montrent que les filles (Personnes) Déplacées Internes du fait des guerres (PDI) figurent parmi les catégories les plus exposées à ce risque (33%). En comparant la proportion des PDI par rapport aux résidents, les auteurs concluent que ce sont les PDI qui sont les premières exposées. Si l'on considère le fait que cette catégorie d'enfants (les déplacés, les migrants, les

rapatriés et les réfugiés) ne représente qu'une infime partie de la population générale, le fait qu'ils représentent dans l'échantillon des enfants abusés et exploités sexuellement, 46% est un signe fort que ces dernières sont très vulnérables face à ce fléau.

Pour ce qui est de la cartographie des lieux à risques en matière d'exploitation sexuelle des jeunes filles, les résultats de cette étude font ressortir que les risques pour les PDI sont accrus dans les territoires de Walikale, Masisi, Beni et Rutchuru coïncidant à peu près aux zones où les groupes armés sont plus actifs (Van Hamme, 2019 ; Pourtier, 2011 ; Bora-Uzima, 2019 ; Paluku, 2016). Ils remarquent qu'il s'observe un autre phénomène de migration, où les jeunes filles quittent leurs milieux pour pratiquer le sexe dans les localités à forte activité économique (Rubare, Wallikale, Goma, Beni centre et Butembo). Il s'agit en fait d'une incessante quête pour trouver leur pitance quotidienne, mais aussi, le cas échéant, pour leur famille.

En effet, suite à l'insécurité dans la quasi-totalité des territoires de la Province du Nord-Kivu, la plus part de ces femmes et filles violées et exploité sexuellement sont obligées de s'exiler vers les grands centres urbains pour sauver leur vie et être à l'abri de la stigmatisation de leurs milieux natals. La ville de Goma est le lieu de refuge par excellence où ces femmes et jeunes filles viennent s'installer en milliers, avec espoir d'accéder à la justice et aux soins de santé appropriés à leur état. Pourtant, sans soutien familial ni assistance gouvernementale, les charges des dépenses de la vie de la ville ne tarde pas d'être au-dessus de leurs capacités ; ce qui les rend très vulnérables et victimes d'exploitation sexuelle.

De ce qui précède, il est incontestable que la présence du COVID-19 dans la Province du Nord-Kivu en général et la ville de Goma, en particulier, vient rendre plus vulnérables ceux qui le sont déjà, en particulier les femmes et jeunes ou filles-mères violées avec des enfants (non désirés et sans père idéal pour la plus part de cas) qu'elles doivent porter sans aucun soutien. Point n'est besoin de rappeler qu'avec le COVID-19, la majorité des populations du monde entier vivent un confinement, soit volontaire, soit imposé. Il en résulte que la quasi-totalité des activités du secteur informel sont paralysées, un secteur où les femmes, les filles-mères et jeunes filles violées sont actives en grand nombre avec leurs enfants.

D'où la question de savoir qu'est-elle devenue la vie des femmes, filles-mères et jeune filles violées avec leurs enfants pendant cette période de confinement imposé par la Covid-19 ? De manière spécifique, il s'agit de répondre aux deux questions suivantes :

- Quels sont les effets négatifs de la Covid-19 sur la vie des femmes, filles-mères et jeune filles violées et leurs enfants dans la ville de Goma ?
- Quels sont les mécanismes mis en place par les femmes, filles-mères et jeune filles violées avec leurs enfants pour survivre en faisant face à la Covid-19 ?

3. Objectifs de la recherche

3.1. Objectif général

Du contexte ci-haut, cette étude a pour objectif principal de démontrer comment la Covid-19 est un mal de plus pour les femmes, filles-mères et jeune filles violées et leurs enfants dans la ville de Goma, une catégorie des personnes déjà vulnérables par les effets des guerres et conflits armés pour laquelle les effets négatifs de la Covid-19 sur leur vie mérite une attention particulière.

3.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, cette étude poursuit deux objectifs à savoir :

- Présenter les effets négatifs de la Covid-19 sur la vie des femmes, filles-mères et jeune filles violées et leurs enfants dans la ville de Goma ;
- Déterminer les mécanismes mis en place par les femmes, filles-mères et jeune filles violées et leurs enfants pour survivre en faisant face à la Covid-19.

4. Méthodologie utilisée

Cette étude est qualitative. C'est une réflexion argumentée sur le risque que présentent les femmes, les filles-mères, les jeunes et petites filles violées et abusées sexuellement, ainsi que les enfants issus du viol pour eux-mêmes et pour le reste de la population dans la ville de Goma. Il s'agit de démontrer la vulnérabilité de cette catégorie de personnes et la nécessité d'une attention particulière qui devrait être portée à leur égard pour une riposte efficace et efficiente. Pour y parvenir, une démarche documentaire et une observation empirique soutenue par l'entretien ont été mis en profit.

L'analyse documentaire nous a permis de décrire le contexte sociopolitique, le contexte économique financière et sécuritaire dans lequel survient la Covid-19 dans la ville de Goma. En plus, cette technique nous a permis d'exploiter les rapports de la maison de la femme Nord-Kivu sur le profil des jeunes filles violées, abusées et exploitées sexuellement dans la ville de Goma, ainsi que la

situation des enfants issus du viol. Enfin, le rapport sur le profil des femmes violées prises en charge par l'Hôpital de Kyeshero et leur réinsertion sociale ont été exploités.

S'agissant de l'observation empirique couplée de l'entretien, une grille d'observation et un guide d'interview visant à comprendre la vie des femmes, filles-mères et jeunes filles violées avec leurs enfants dans la ville de Goma avant et pendant le confinement ont été élaborés afin de cerner les effets négatifs sur leur vie et les mécanismes mis en place pour survivre. Ainsi, trois cas de femmes, filles-mères et jeunes filles violées choisis de manière raisonnée dans la commune de Karisimbi ont été analysés. Il s'agit de deux filles-mères (01GH et 02AD) anciens cas de jeunes filles violées pris en charge et réinsérées par l'Hôpital de Kyeshero en 2015 et 2017 que nous avons rencontrés à la station Simba à Ndosho et d'une jeune fille (03KM) serveuse dans un Bar-Restaurant que nous avons trouvée à Nyabushongo.

Pour l'analyse des données et l'interprétation des résultats, l'analyse de contenu nous a permis de dégager les évidences contenues dans les conclusions de cet article.

5. Résultats obtenus

De l'analyse documentaire, il ressort du rapport 2018 de la maison de la femme-Goma que plus de 95% (95,72%) des jeunes et petites filles exploitées et/ou abusées sexuellement dans la ville de Goma y ont immigré par l'effet de la guerre et de l'insécurité dans les territoires environnants. Seuls 23% de l'ensemble ont immigré avec leurs familles tandis que toutes les autres ne sont soumises à aucune responsabilité parentale, soit en colocation multiple (58%), soit sans aucune référence possible (19%). En publique, ces filles sont serveuses dans des Boîtes de nuit, Bars, Restaurant, Bistreaux, Alimentation (82%) et même certaines boutiques (6%), vendeuses des produits cosmétiques ou alimentaires (fruits et pâtisseries) (12%).

Ces résultats ne sont pas loin de ce que nous retrouvons à l'hôpital de Kyeshero. A en croire le rapport 2019 de cette institution sanitaire qui dispose d'un centre intégré de prise en charge holistique des survivantes des violences sexuelles « ONE STOP CENTER », 98% des femmes et jeunes filles ayant été reçues dans le centre ne sont pas résidentes de la ville de Goma. Elles y ont immigré soit par l'effet des guerres, conflits armés et insécurité à l'intérieur de la Province (86,3%), soit à la recherche d'une meilleure prise en charge après le viol (13,7%). Par viol, abus et/ou

exploitation sexuelle, plus de 92% (92,46%) sont venues avec une grossesse dont, à plus de 94%, l'acte ayant conduit à la grossesse s'est déroulé dans la ville de Goma.

S'agissant de répondre aux questions de recherche susmentionnées, à savoir quels sont les effets négatifs de la Covid-19 sur la vie des femmes, filles-mères et jeunes filles violées et leurs enfants dans la ville de Goma et quels sont les mécanismes mis en place pour survivre en faisant face à la Covid-19 ?, l'observation et l'interview auprès de 01GH, 02AD et 03KM nous en dit plus.

En effet, 01GH est une jeune fille-mère de 22 ans actuellement. Elle a été admise à l'hôpital de Kyeshero à 16 ans et a été réinsérée socialement à 17 ans en 2015 après accouchement et soins post-accouchement. Aujourd'hui, elle habite avec son enfant de 5 ans dans une maison d'une chambre salon qu'elle paie à 12 dollars américains. Notons que 01GH, première fille et deuxième enfant dans une fratrie de 5 enfants, a quitté Masisi en 2012 après l'assassinat de son père. Elle a été accueillie par des amies aînées qui l'ont rejeté pendant la grossesse à 16 ans. Avec le paquet de réinsertion de ONE STOP CENTER, 01GH a réussi à se payer une maison en location et mettre sur pied un petit commerce de denrées alimentaires qu'elle se procurait à Gisenyi. Donc il s'agit de la fermeture des frontières suite au confinement imposé par la Covid-19. Pour 01GH, cette activité commerciale, quoi que lui procurant la dignité aux yeux de la population, n'était qu'une couverture. En effet, *« pour payer la maison, prendre soin de moi, de mon enfant et nous nourrir, je dois compter sur plus que ce petit commerce, avoir des copains multiples qui chacun prend en charge une dépense sans savoir qu'ils en existent d'autres. Il m'arrive de passer des nuits avec certains d'entre eux à la maison afin de gagner plus en matériel, en argent et même en confiance »*, nous a confié 01GH.

Pour savoir les mécanismes mis en place pour survivre, elle et son enfant, pendant cette période de confinement, 01GH affirme que pour elle c'est une question de vie ou de mort. Elle insiste qu' *« à l'impossible nul n'est tenu »*. *« Les frontières sont fermées et ce petit commerce ne peut plus donc résoudre aucun problème. Il me reste d'entretenir mes relations avec mes copains »* ajoute-t-elle. Elle ne prend aucune précaution et ne met le cache-nez que comme laisser-passer pour aller chercher ses relations. A la question de savoir si elle ne craint pas se faire contaminer et contaminer son enfant et ses partenaires, elle pense qu'elle n'y peut rien. Pour elle, *« si la maladie à coronavirus existe, elle n'est pas plus dangereuse que la crise que je traverserais en coupant mes relations avec mes partenaires. Ma vie et la vie de mon enfant passent avant tout, pour les autres je m'en fous »*.

Pour 02AD, sa situation n'a pas l'aire d'être différente de celle de 01GH. Fille-mère de 21 ans et demi avec un enfant garçon de 3 ans à peu près, a été admise à l'hôpital de Kyeshero en février 2017 après une grossesse attrapée pendant ses services dans une alimentation de la ville avant de se voir chassée de cette dernière car ne pouvant plus servir avec la grossesse. Des interviews avec 02AD, il ressort que cette dernière est un enfant unique qui a vu son père mourir pendant la guerre du RCD en 2001 à l'âge de 2 ans. Elle est élevée par sa mère avant de la perdre en 2009 à l'âge de 10 ans dans des circonstances atroces (violée et massacrée au champ). Elle fut récupérée par un oncle paternel jusqu'à 16 ans, avant de s'installer en ville, sollicitée pour servir dans une alimentation afin de subvenir à ses besoins. Deux ans seulement lui ont suffi pour se faire coller une grossesse non désirée par un père non identifié. Avec le paquet de réinsertion du ONE STOP CENTER de l'hôpital de Kyeshero, 02AD a réussi à se payer un logement (une chambrette divisée par une bâche et payé à 8 dollars le mois) et ouvrir un petit restaurant où elle vend haricot, riz, pomme de terre, manioc, frites et viande de porc sur l'axe station Simba. A en croire les paroles de 02AD, cette activité ne lui permet pas de nouer les deux bouts du mois. Ainsi, elle cède aux sollicitations de certains de ses meilleurs clients pour en faire des partenaires sexuels. *« Actuellement je peux compter 6 qui sont permanents et réguliers, ils ne se connaissent pas tous et s'il arrive que deux ou trois se rencontrent au restaurant au même moment, ils sont tous des clients au même pied d'égalité sans que personne ne se rende compte de la relation que j'ai avec l'autre »* nous a confié 02AD. Et à la question de savoir ce qu'est devenue son activité pendant cette période de confinement, notre interlocutrice affirme qu'elle n'a pas arrêté son activité malgré les menaces des agents de l'ordre. Pour elle cette activité est la seule garantie que son enfant et elle puissent avoir au moins à manger chaque jour. En plus, c'est ce qui lui permet d'être en contact permanent avec ses partenaires sexuels facilement et sans le moindre soupçon. Cependant, 02AD affirme que les clients ne passent plus comme avant car la plupart des activités de son secteur sont paralysées, et c'est à peine qu'elle arrive à réaliser le 1/3 de ses entrées journalières avant le confinement. Cette activité n'est plus rentable et la vie devient de plus en plus difficile. Mais 02AD ne peut pas laisser les activités car c'est sa couverture et le seul moyen de se faire des nouveaux partenaires sans beaucoup de peines. *« Tant que je sais que je peux compter sur mes partenaires, je me sens en sécurité et sans inquiétude pour moi et mon enfant »* affirme 02AD. Voulant savoir les mécanismes mis en place par rapport à l'inquiétude d'attraper la maladie à coronavirus, notre interlocutrice affirme que rien n'est fait. *« Pour permettre aux clients de se laver les mains avant de manger, je leur rend service comme d'habitude en me servant d'un jag et un petit bassin. Le cache-nez me*

permet de circuler sans me faire inquiéter par les agents de l'ordre. Avec mes partenaires, je dois être la plus naturel possible pour ne pas les inquiéter. S'il y a la maladie à coronavirus, Dieu me protège, et si ce n'est pas le cas, je n'ai pas de choix. L'essentiel est d'avoir de quoi répondre à mes besoins et aux besoins de mon enfant » a déclaré 02AD.

S'agissant de 03KM, née en 2003 pendant la guerre du RCD et l'insécurité qui s'en suivra dans la Localité de Macha à Sake dans le Masisi, elle connaît sa mère mais n'a jamais eu la chance de voir ni connaître son père. Aujourd'hui elle est âgée de 17 ans presque et c'est depuis l'âge de 13 ans qu'elle a abandonné sa mère pour venir à Goma rejoindre un groupe d'amies serveuses dans des maisons de tolérance, bars et restaurants. Pendant le travail, elles servent boisson et nourriture aux clients. Leurs rémunérations hebdomadaires sont proportionnelles au nombre de bouteilles et plats servis. C'est à peine que 03KM réalise 10\$ la semaine. Ce qui ne peut pas lui permettre de se nourrir, prendre soin d'elle-même et assister sa mère restée à Sake. Pour y parvenir, elle doit se livrer sexuellement à ses clients, et c'est ce qui lui rapporte beaucoup d'argent. *« Je peux avoir 2 à 3 partenaires sexuels par jour, au moins 3 à 4 fois par semaine, avec 5000fc à 15000fc par rapport, je peux réaliser facilement 60 000fc par semaine. Il arrive de fois qu'on tombe sur un homme riche libéral et qui t'offre 50 à 100 dollars américains après l'acte, et là on peut acheter des habits chers à la mode car il faut très bien se soigner pour gagner plus. Ce qui fait que je ne peux pas laisser ce travail même si le patron ne me paye pas bien. Je gagne indirectement et tout le monde connaît que je travaille »* indique 03KM. Depuis le confinement, toutes les maisons de tolérance et les bars sont fermés. *« Je ne travaille pas, et pour survivre je dois me contenter de mes anciennes connaissances et partenaires sexuels. J'étais obligée de revoir la liste de mes correspondants. On s'écrit, on se fixe des rendez-vous, puis on se rencontre. La maladie est là, mais je n'ai pas de choix, seulement que pour circuler sans me faire arrêter, je dois avoir un cache-nez »* dévoile 03KM.

6. Discussion ou critique des résultats

Les résultats de cette étude prouvent que les jeunes filles exploitées et/ou abusées sexuellement dans la ville de Goma sont non résidentes. Elles y ont immigré de suite des guerres, conflits armés et insécurité qui règnent dans les territoires environnants. En parlant des migrations et de l'exode rural dans la ville de Goma, Kujirakwinja (2002) montre que les populations des milieux ruraux de la Province du Nord-Kivu où sévissent depuis des années des conflits de règlement de compte et de démonstration de pouvoir ou de force entre politiques, ethnies et personnes ; ces populations vivant sans politique d'encadrement rural et socioéconomique se déplacent de ces zones à haut risque

(Kasali *et al.* 2019a) vers des zones sans risque ou à moindre risque, principalement la ville de Goma. C'est cette réalité de guerres et conflits armés que nous retrouvons chez Paluku Kahongya (2016) quand il parle de la gouvernance de la Province du Nord-Kivu en termes d'« *entre démocratie et guerre* ». L'une des catégories les plus vulnérables de ces personnes qui se déplacent vers la ville de Goma sont les femmes et jeunes filles qui n'arrivent pas à faire face à la vie chère de la ville, et sont donc proies aux abus et exploitations sexuels. Un peu comme ceci a été bien démontré dans l'étude sur l'« *Exploitation et abus sexuels des enfants en période post-conflit dans la province du Nord-Kivu* » (Kasali *et al.* 2019a). Plusieurs organisations non gouvernementales locales et internationales ont tenté et tentent de s'investir dans cette question jusqu'à présent ; mais le vide est très loin d'être comblé. En plus, le confinement imposé par la Covid-19 vient paralyser les activités de ces femmes et jeunes filles dans la ville de Goma ; les unes sans accès à leurs métiers et petits commerces, les autres sans accès aux proxénètes et maisons de tolérances où elles sont exploitées sexuellement. Devant l'instinct de vie, survivre à tout prix (Freud, 1915 ; Diwo, 1999 ; Diwo, Thomassin, Kabuth & Messaoudi, 2004) ces femmes et jeunes filles sont obligées de braver le danger avec un risque très élevé de contamination et de propagation de la Covid-19 ; ce qui est une menace réelle à leur survie, celle de leurs enfants et de toutes les personnes contacts.

7. Conclusion

Cette étude a porté sur le confinement dû à la maladie à coronavirus comme un mal de plus pour les femmes, jeunes et petites filles victimes des violences sexuelles dans la ville de Goma. Il était question de savoir ce qu'est devenue la vie des femmes, filles-mères et jeune filles violées et leurs enfants pendant cette période de confinement. Deux questions spécifiques ont orienté la recherche, à savoir : (1) Quels sont les effets négatifs de la Covid-19 sur la vie des femmes, filles-mères et jeune filles violées et leurs enfants dans la ville de Goma ? et (2) Quels sont les mécanismes mis en place par les femmes, filles-mères et jeune filles violées avec leurs enfants pour survivre en faisant face à la Covid-19 ? A travers une analyse documentaire et une observation couplée à l'interview auprès de 3 cas, il ressort que la plupart des femmes et jeunes filles qui immigreront dans la ville de Goma par l'effet des guerres, conflits armés et insécurité dans les territoires environnants traversent une situation économique-financière précaire et sont par voie de conséquence proies aux abus et/ou exploitation sexuels. Pendant cette période de confinement, ces dernières n'ont d'autres choix que de braver le danger d'un haut risque de contamination et de propagation de la maladie à coronavirus pour survivre, sans aucun mécanisme de protection. Nous espérons que cet article soit un SOS

auprès des organismes et organisations gouvernementaux et non gouvernementaux à vocation caritative et humanitaire pour une étude approfondie auprès de cette catégorie des personnes afin de mettre en place des politiques et actions pointues pour une riposte efficace et efficiente.

Références

- Actualité.cd (2020). COVID-19 : la RDC cumule 4 258 cas dont 539 personnes guéries (Bulletin). Mis à jour Mardi 9 juin 2020 - 12:39, consulté le 01 Juillet 2020 sur <https://actualite.cd/2020/06/09/covid-19-la-rdc-cumule-4-258-cas-dont-539-personnes-gueries-bulletin>
- Aguilar, L. M. (2017). Évaluation de projets « enfants de la rue » à Kinshasa, RD Congo ; Rapport de synthèse. MISEREOR et Kindermissionswerk „Die Sternsinger“, https://www.misereor.org/fileadmin//user_upload/misereor_org/Publications/ranzoesisch/170508_enfants_de_la_rue_a_Kinshasa_Aguilar-min.pdf
- Bora-Uzima, E. (2019). *Sakina la fille de l'est (SeriesKujuwa t. 4)*. Paris : ELédition ASBL.
- Division Provinciale de la Santé (DPS, 2020). Rapport hebdomadaire du 29 juin.
- Diwo R. (1999). Événements de vie et fragilité de la mentalisation : Approche comparée chez l'adolescent suicidant, *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, 47, 4, 200-214.
- Diwo, R., Thomassin, L., Kabuth, B. & Messaoudi, M. (2004). Pulsions de vie, pulsions de mort : une intrication à mieux évaluer dans une démarche de prévention de l'agir suicidaire à l'adolescence, *Psychologie clinique et projective*, 1(10), 57-88. <https://www.cairn.info/revue-psychologie-clinique-et-projective-2004-1-page-57.htm>
- Faucher, M., Chevrier, A., Gagnon, C., Béland, A. & Corbeil, J-P. (2020). Suivez la propagation du COVID-19 à travers le monde, consulté le 01 juillet 2020 à 10h sur https://www.ledevoir.com/documents/special/20-03_covid19-carte-dynamique/index.html
- Freud S. (1915). *Pulsions et destins des pulsions*, in *Métapsychologie*, traduit de l'allemand par J. Laplanche et J.-B. Pontalis, Paris : Editions Gallimard, 1983, p.11-44.
- Kasali, H., Mbusa, C., Kalembo, F., Kabuyaya, M. & Sivita, G. (2019a). Exploitation et abus sexuelle des enfants en période post-conflit dans la province du Nord-Kivu ; *Maltraitance infantile Canada*. Sous press.
- Kasali, H., Muhindo, R. & Kasereka, S. (2019b). Violences en milieux scolaires et universitaires dans la ville de Goma, *Revue de psychologie et des sciences de l'éducation*, 1(1).
- Kujirakwinja, D. (2002). La problématique du lotissement dans la ville de Goma. Cas des quartiers Kyeshero et Katoyi. Mémoire de licence, Institut Supérieur de Développement Rural.

- Lukiana, M-A. (2011). Avant-Propos. Dans Ministère de la Santé Publique et Ministère du Genre, Famille et Enfant, (2012). *Protocole national de prise en charge psychosociale et santé mentale des survivants des violences sexuelles* ; Consulté le 10 juin 2020 à 12h sur https://www.law.berkeley.edu/wp-content/uploads/2015/10/DRC_ProtocolePECPsychosocial-desVSVS_June-2012.pdf
- Lynalyayenga, L. (2019). Problématique du phénomène « Enfants en Rupture Familiale » dans la ville de GOMA ; *Revue de psychologie et des sciences de l'éducation*, 1(1).
- Ministère de la santé (2020). *Situation Épidémiologique en RDC*, Mise à jour le 29.06.2020, consulté le 01 Juillet 2020 à 10h sur <https://www.stopcoronavirusrdc.info>
- Musavuli, B. (2017). *Les massacres de Beni : Kabila, le Rwanda et les faux islamistes*. Paris-France : Independently Published
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2020a). Maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) : questions-réponses, consulté le 10 juin 2020 à 13h sur <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/advice-for-public/q-a-coronaviruses>
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2020b). *Premier cas de Covid-19 en République Démocratique du Congo*. Consulté le 10 Juin 2020 à 14h sur <http://www.afro.who.int/fr/news/premier-cas-de-covid-19-confirme-en-republique-democratique-du-congo>
- Paluku, K.J. (2016). *Le Nord-Kivu entre démocratie et guerre : éléments des mémoires de Julien PalukuKahongya*. Kinshasa : Médiaspaul
- Paluku, K.J. (2016). *Le Nord-Kivu entre démocratie et guerre : éléments des mémoires de Julien PalukuKahongya*. Kinshasa : Médiaspaul
- Pourtier, R. (2011). Chapitre 17 - Les enjeux miniers de la guerre au Kivu. Dans : Béatrice Giblin éd., *Les conflits dans le monde: Approche Géopolitique* (pp. 235-248). Paris: Armand Colin. doi:10.3917/arco.gibli.2011.01.0235.
- STATISTA (2020). Nombre de personnes décédées à cause du coronavirus (COVID-19) dans le monde au 26 mai 2020, selon le pays ou territoire, consulté le 10 juin 2020 à 13h sur <https://fr.statista.com/statistiques/1101324/morts-coronavirus-monde/>
- UNICEF (2006). Rapport annuel
- Van Hamme, J. (2019). *Kivu Kivu*. Paris : Europe Comics